

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 2/43/008 AONO/ MINFOPRA/SG/DAG/SMa/ 2023 DU 28 MARS 2023

**POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE HAUTE DISPONIBILITE DES SERVICES
DIGITALISES AU MINFOPRA.**

Financement : Budget d'Investissement Public du MINFOPRA, Exercice 2023

Imputation : 57 50 042 03 320011 523612

Le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'État du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation des prestations sus indiquées.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres porte sur la mise en œuvre de l'approche haute disponibilité des services digitalisés au MINFOPRA.

2. Allotissement

Les prestations sont constituées en un (01) lot unique comme suit :

N° lot	Désignation	Délai (mois)	Coût prévisionnel TTC (FCFA)	Type de prestation
Lot unique	MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE HAUTE DISPONIBILITE DES SERVICES DIGITALISES AU MINFOPRA	04	99 000 000	Prestations intellectuelles

3. Consistance des prestations

Le prestataire dans le cadre de son contrat devra :

- Mettre en place l'hébergement des serveurs pour les applications du MINFOPRA sous forme de machines virtuelles ou physiques ;
- La mise à disposition d'un espace de stockage pour la sauvegarde des données d'exploitation ;
- L'établissement d'un lien d'interconnexion fiable avec le bâtiment principal du MINFOPRA ;
- Mettre en place des solutions de réplication ;
- Mettre en place un Storage Area Network (SAN) dans le site principal du MINFOPRA ;
- Mettre en place d'une solution de sauvegarde ;
- Mettre en place l'élaboration d'une cartographie des risques et les enjeux de la reprise après sinistre et de la continuité de service.

Les prestations à exécuter sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Référence.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à tout établissement ou entreprise de droit camerounais.

5. Mode de Soumission :

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne/hors ligne.

6. Financement et coût prévisionnel :

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, Exercice 2023, Imputation 57 50 042 03 320011 523612. le coût prévisionnel des prestations est de quatre-vingt-dix-neuf millions (99 000 000) de francs CFA Toutes Taxes Comprises.

7. Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est de **quatre (04) mois**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

8. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales (**Service des Marchés**) du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, sise au 5ème étage du bâtiment principal **porte 506**, sur présentation d'une quittance de versement au trésor Public d'une somme non remboursable de **quatre-vingt mille (80 000) francs CFA**, au titre des frais d'achat de dossier.

Cette quittance devra identifier le payeur comme l'entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

9. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie bancaire de soumission) établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par **une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics**. Le montant en FCFA de ladite garantie est de : **un million neuf cent quatre-vingt mille (1 980 000) francs CFA TTC**.

L'absence du cautionnement provisoire à l'ouverture des plis entraîne, la non-recevabilité de l'offre.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du Marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

10. Consultation et Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales (**Service des Marchés**) du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, sise au 5ème étage du bâtiment principal porte 506 et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales (**Service des Marchés**) du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, sise au 5ème étage du bâtiment principal **porte 506**, sur présentation d'une quittance de versement au trésor Public d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) francs CFA**, au titre des frais d'achat de dossier.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Taille et format des fichiers :

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]

12. Présentation des offres

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois volumes ci-après, placés sous triple enveloppe à savoir :

- L'enveloppe A contenant les Pièces administratives (volume 1) et l'Offre technique (Volume 2), en sept exemplaires dont un (01) original et six (06) copies pour chaque volume ;
- L'enveloppe B contenant l'Offre financière (Volume 3), dont un (01) original et cinq (05) copies ;

- L'enveloppe C contenant une copie de l'offre financière (offre témoin scellée) qui sera transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics pour conservation, conformément à l'article 92 alinéa 8, du décret N° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

N.B : Cette enveloppe C contenant une copie de l'offre financière, rédigée en français ou en anglais devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 2/43/008 / AONO/ MINFOPRA/SG/DAG/SDBMM/SMa/ 2023 DU 28 MARS 2023
POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE HAUTE DISPONIBILITE DES SERVICES DIGITALISES AU MINFOPRA.

Financement : Budget d'Investissement Public du MINFOPRA Exercice 2023

Imputation : 57 50 042 03 320011 523612

« COPIE TEMOIN DE L'OFFRE FINANCIÈRE, A NE PAS OUVRIR ET À TRANSMETTRE À L'ARMP POUR CONSERVATION ».

13. Remise des Offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir [Lieu d'enregistrement des offres], au plus tard le 05 MAI 2023 à 12 heures et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° _____ / AONO/ MINFOPRA/SG/DAG/SDBMM/SMa/BAO 2023 DU _____
POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE HAUTE DISPONIBILITE DES SERVICES DIGITALISES AU MINFOPRA

Financement : Budget d'Investissement Public du MINFOPRA Exercice 2023

Imputation : 57 50 042 03 320011 523612

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 05 MAI 2023 à 12 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus des références de la consultation dans les délais impartis.

14. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation des dossiers administratif, technique et financier ou ne contenant pas l'offre financière témoin scellée seront irrecevables.

- Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant **trente (30) jours** au-delà du délai de validité des offres.
- Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.
- Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps :

05 MAI 2023

- L'ouverture des offres administratives et techniques aura lieu le _____ à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) placée auprès du MINFOPRA, siégeant à la salle de réunion de ladite commission
- Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.

- A l'issue de l'examen des pièces administratives et de l'évaluation des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera effectuée dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires dont le dossier administratif est conforme et ayant obtenu une note technique égale ou supérieure à **quatre-vingt (80) points sur cent (100)**.

16. **Critères d'évaluation des offres**

16.1 Critères éliminatoires

a) **Dossier administratif incomplet pour :**

- Absence de l'original de la caution de soumission à l'ouverture des offres ;
- Absence ou non-conformité après un délai de 48 heures après l'ouverture des plis, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;
- Non-respect du mode du format des offres en cas de soumission en ligne ;

b) **Offre technique incomplète pour :**

- Absence de la note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) paraphée à chaque page, signée, datée et cachetée ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur, datée et cachetée attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un Marché Public au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
- Absence d'un personnel clé du projet ;
- Absence d'une capacité de financement ou d'une **ligne de crédit** d'au moins **cinquante millions (50 000 000)** de FCFA, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances ;
- N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à **80/100**.

NB : La présence d'une information financière dans l'une de ses deux offres entraîne élimination

c) **Offre financière incomplète pour :**

- Absence d'une soumission timbrée, datée et signée et cachetée conforme au modèle ;
- Absence d'un bordereau des prix Unitaire (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages et signé, daté à la dernière page ;
- Absence du devis quantitatif et estimatif daté, signé, daté et cacheté ;
- Absence des sous-détails des prix quantifiés paraphés à toutes les pages.

D) **Absence dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;**

E) **Fausse déclaration, pièces falsifiées ou non authentique ;**

16.2 Critères essentiels

Les offres techniques :

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après :

- Présentation Générales (05 points)
- Expérience générale du soumissionnaire dans le domaine faisant l'objet de la consultation (10 points)
- Qualifications et références du personnel (60 points)
- Moyens logistiques et techniques (10 points)
- Méthodologie et compréhension de la mission (15 points)

Les offres financières

Seules les offres financières des soumissionnaires, dont les offres auront été déclarée conforme à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1ère étape) et qualifiée par l'évaluation technique (2ème étape) seront évaluées et notées en fonction des critères ci-après :

$$NF\text{-}Md = 100 / 100$$

$$NF\text{-}S = MMd \times 100 / MS$$

Les autres offres notées sur 100 points suivants la formule ci-après :

$$NFIS = MMd \times 100 / MS$$

NFIS = Note relative au montant évalué de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd = Montant évalué de l'offre la moins-disante;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})] / 100$$

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre, conforme au Dossier administratif et qualifiée techniquement, aura été évaluée la mieux-disante, c'est-à-dire celle ayant obtenu la note globale la plus élevée.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus à la Direction des Affaires Générales (**Service des Marchés**) du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, sise au 5ème étage du bâtiment principal porte 506.

NB : Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS aux numéros téléphoniques suivants : 673 20 57 25/699 37 07 48

Fait à Yaoundé, le **28 MARS 2023**

Ampliations :

- ARMP ;
- Président CIPM;
- Affichage ;
- Service des Marchés.


Joseph LÉ

No. 32/43/018 OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER) 8 MARS 2023 FOR
AONO/MINFOPRA/SG/DAG/SMa/2023 OF FOR
FOR THE IMPLEMENTATION OF HIGH AVAILABILITY APPROACH OF
DIGITALIZED SERVICES AT MINFOPRA.

FUNDING: MINFOPRA Public Investment Budget, 2023 Financial year

Budgetary charges : 57 50 042 03 320011 523612

The Minister of the Public Service and Administrative Reform, Project Owner, hereby launches on behalf of the State of Cameroon, an Open National Invitation to Tender for the realization of the above mentioned services

1. Subject of the Invitation to Tender

This Invitation to Tender concerns the implementation of high-availability approach of digitalized services at MINFOPRA.

2. Allotment

The services, subject of this invitation to tender, are included in one (01) single lot as follows:

No. of lot	Description	Deadline (months)	Estimated cost. All Taxes included (FCFA)	Type of service
Single Lot	IMPLEMENTATION OF HIGH AVAILABILITY APPROACH OF DIGITALIZED SERVICES AT MINFOPRA	04	99 000 000	Intellectual property services

3. Scope of services

The service provider, within the framework of its contract, shall ensure:

- the setting up of server hosting for MINFOPRA applications in the form of virtual or physical machines;
- The provision of storage space for the backup of operating data;
- The establishment of a reliable interconnection link with the main MINFOPRA building;
- The implementation of replication solutions;
- The implementation of a Storage Area Network (SAN) in MINFOPRA's main site;
- The implementation of a backup solution;
- Establish a risk map and the challenges of post-disaster recovery and service continuity

The services to be performed are described in more details in the Terms of Reference.

SERVICE DES MARCHES

4. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to any establishment or company governed by Cameroonian law.

5. Method of submission

The submission method adopted for this consultation shall be **online/offline**.

6. Funding and estimated cost

The services that are the subject of this invitation to tender are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of the Public Service and Administrative Reform, 2023 Financial Year 2022, budgetary charges **57 50 042 03 320011 523612**. The estimated cost of the services is **CFA francs 99 000 000 (ninety-nine million)** all taxes included.

7. Commitment Deadline

The execution period of the services is four (04) months. This period runs from the date of notification of the service order to start the works

8. Acquisition of Tender Documents

Tender documents can be obtained at the Department of General Affairs (**Contracts Service**) of the Ministry of the Public Service and Administrative Reform, 5th floor, **Room 506** of the main building upon presentation of a receipt showing proof of payment to the public treasury of a non-refundable sum of **CFA one hundred thousand (100,000) francs**, representing the cost of purchase of the file.

This receipt must identify the payer as a representative of the Service Provider wishing to participate in the tender.

9. Provisional bid Bond (Bid Security)

Bids must be accompanied by a Provisional bond (tender bank guarantee) issued in accordance with the model indicated in the tender documents by **a bank or insurance company approved and authorized to issue bonds in the context of public contracts**. The amount in CFA francs of the said guarantee is: **one million nine hundred and eighty thousand (1,980,000) CFA francs all taxes included**.

Failure to provide a provisional bid bond will lead to the bid being declared non-receivable at the time of the opening of bids.

The provisional bond will be released automatically at the latest 30 days after the expiry of the validity of the tenders for unsuccessful bidders. In the event that the tenderer is awarded the Purchase Order, the provisional bond will be released after the final bond has been issued.

10. Consultation of Tender Documents

The physical file can be consulted during working hours at the Department of General Affairs (**Contract Service**) of the Ministry of the Public Service and Administrative Reform, 5th floor, **Room 506**, of the main building and the electronic version can be consulted on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this invitation to tender.

The tender documents can be obtained at the Department of General Affairs (**Contract Service**) of the Ministry of the Public Service and Administrative Reform, at the 5th floor of the main building, **room 506**, upon presentation of a receipt

SERVICE DES MARCHES

A

showing proof of payment to the public treasury of a non-refundable sum of **one hundred thousand (100,000)** CFA francs, representing the cost of purchasing the file.

It is also possible to obtain the tender documents by downloading them free of charge from the COLEPS platform available at the above addresses for the electronic version. However, the online submission is subject to the payment of the purchase fee of the tender documents.

11. Size and format of files

For the online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows

- 5 MB for the Administrative Bid ;
- 15 MB for the technical Bid ;
- 5 MB for the financial Bid ;

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents ;
- JPEG for images.

The applicant shall ensure that compression software is used in order to reduce the size of the files to be transmitted].

12. Presentation of bids:

The documents constituting the bid shall be arranged in three separate volumes, placed in three envelopes as follows:

- *Envelope A containing the Administrative Documents (Volume 1) and the Technical Bid (Volume 2), in seven copies, one (01) original and six (06) copies for each volume;*
- *Envelope B containing the Financial Offer (Volume 3), in one (01) original and five (05) copies;*
- *Envelope C containing a **copy of the Financial Offer (sealed sample offer) which will be transmitted to the body in charge of regulating public contracts for conservation, in accordance with Article 92 paragraph 8, of Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 to institute the Public Contracts Code.***

N.B: The said envelope C containing a copy of the financial offer, drafted in English or French, shall bear the following words:

No. 22/23/018 **OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER 8 MARS 2023**
AONO/MINFOPRA/SG/DAG/SMa/2023 OF _____ FOR
FOR THE IMPLEMENTATION OF HIGH AVAILABILITY APPROACH OF
DIGITALIZED SERVICES AT MINFOPRA.

Funding: MINFOPRA Public Investment Budget, 2023 Financial year

Budgetary charges : 57 50 042 03 320011 523612

"SAMPLE COPY OF THE FINANCIAL OFFER, NOT TO BE OPENED AND TO BE FORWARDED TO ARMP FOR CONSERVATION".

SERVICE DES MARCHES

A.

13. **Submission of bids**

Each bid must be drafted in French or English in seven (7) copies, one (1) original and six (6) copies labelled as such, must be submitted at [Place of registration of tenders], no later than 05 MAY 2023 at 12 hours and shall carry the following:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
No _____ /AONO/MINFOPRA/SG/DAG/SMa/2023 OF _____ FOR
FOR THE IMPLEMENTATION OF HIGH AVAILABILITY APPROACH OF
DIGITALIZED SERVICES AT MINFOPRA.

Funding: MINFOPRA Public Investment Budget, 2023 Financial year

Budgetary charges : 57 50 042 03 320011 523612

"To be opened only at the bid opening session"

For online submission, the bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform latest 05 MAY 2023 at 12. A back-up copy of the bid recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the consultation references, within the time limit set.

14. **Reception of bids**

Bids received after the bid submission date and time or those that do not comply with the method of separating the administrative, technical and financial files or that do not contain **the sealed sample financial bid** shall be declared ineligible.

- Any bid that does not comply with the requirements of this Invitation to Tender and the tender file shall be declared unacceptable. In particular, the absence of a bid bond issued in accordance with the model proposed in the tender documents and issued by a bank or insurance company authorized to issue bonds in the context of public contracts, valid for **thirty (30) days** beyond the bid validity period.
- The required administrative documents must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department, in accordance with the provisions of the Special Rules for Invitations to Tender, failing which they will be rejected.
- These administrative documents are valid for three (03) months, and the deadline for the validity of the administrative documents must be after the date on which the invitation to tender is issued.

15. **Opening of the bids**

The opening of bids shall be done in two stages:

- The opening of the administrative and technical bids will take place on 03 MAY 2023 at 13 o'clock by the Internal tender board (CIPM) of MINFOPRA, sitting in the meeting room of the said board
- Only bidders may attend this opening session or be represented by one duly authorised person of their choice, who has full knowledge of the file.

SERVICE DES MARCHES

- Once the administrative documents have been examined and the technical bids evaluated, the financial bids will be opened under the same conditions at a future date which will be communicated to the bidders whose administrative file is in order and who have obtained a technical score equal to or above **eighty (80) marks out of one hundred (100)**.

16. Assessment criteria

16.1 Eliminatory criteria

a) **Incomplete administrative file due to:**

- Absence of the original bid bond at the bid opening session;
- absence or non-compliance 48 hours after opening of bid, of at least one document of the administrative file, except the bid bond
- Non-compliance with the format of the offers in case of online submission.

b) **Incomplete technical bid due to:**

- Absence of the methodological memo (organisation, planning and understanding of the project) endorsed on each page, signed, dated and stamped;
- Absence of a declaration dated and stamped attesting that the bidder has not abandoned any public contract during the last three years, and that he/she does not featured on the list of delinquent enterprises established by MINMAP;
- Absence of key project staff
- No financing capacity or **credit line of at least CFA fifty million (50 000 000)**, issued by a first class bank approved by the minister in charge of finance ;
- Not having obtained a technical score equal or above **80/100**

NB: The presence of financial information in one of these two offers leads to disqualification

c) **Incomplete financial bid due to:**

- Absence of a stamped, dated, signed and stamped bid in accordance with the model;
- Absence of a price list in accordance with the model of prices excluding VAT in figures and letter endorsed on all pages, signed, and dated on the last page ;
- Absence of a quantitative and estimated details, dated and stamped ;
- Absence of quantified price sub-details, endorsed on all pages.

D) **Absence of a quantified unit price in the financial offer ;**

E) **False declaration, falsified or non-authentic documents ;**

16.2 Main criteria

Technical bids :

The technical bids will be scored according to the following key criteria:

- General presentation (5 marks)

SERVICE DES MARCHES

18

- General experience of the bidder in the field subject of the consultation (10 marks)
- Qualifications and references of the personnel (60 marks)
- Logistical and technical resources (10 marks)
- Methodology (15 marks)

Financial bids

Only the financial offers of bidders, whose offers have been declared compliant after the examination of the conformity of administrative documents (1st stage) and qualified by the technical assessment (2nd stage), will be assessed and scored according to the following criteria:

$$NFI-Md = 100/100 \quad NFI-S = Mmd \times 100/MS$$

The other offers will be scored on 100 marks according to the following formula

$$NFI-S = Mmd \times 100/MS$$

NFI-S = Score for the evaluated amount of the bidder's financial offer;

Mmd = Evaluated amount of the lowest bid;

MS = Evaluated amount of the bidder.

A weighting will be made between the technical score and the financial score to obtain the final score N (technical and financial score) according to the following formula:

$$N = [(80 \times \text{Technical Score}) + (30 \times \text{Financial Score})] / 100$$

17. Validity of bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the closing date for submission of bids.

18. Award of Contract:

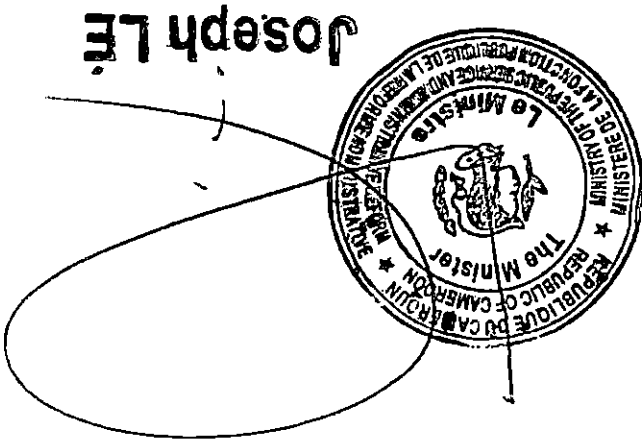
The Project Owner will award the Commissioning Letter to the Bidder whose bid, in accordance with the Administrative Documents and technically qualified, has been evaluated as the best bid, i.e., the bid with the highest overall score.

19. Additional information

Additional information of technical nature can be obtained at the Department of General Affairs (Contracts Service) of the Ministry of the Public Service and Administrative Reform, located on the 5th floor of the main building, Room 506.

NB : For any act of corruption, please call or send an SMS to the following telephone numbers : 673 20 57 25/699 37 07 48

Done at Yaounde, on **28 MARS 2023**



Copies:
- MINMAP
- ARM
- President CIPM/MINFORRA;
- CCM-SPI/MINMAP;
- Records/Archives